MASCARA

Ces enfants privés d'école

Dans notre pays la scolarisation des enfants est obligatoire, et pourtant la réalité est tout autre.

Photos : Samir Sid

Des enfants contraints par les parents à garder le bétail.

Combien sont-ils à avoir quitté les bancs de l'école avant la fin du cycle primaire et dans le meilleur des cas celui du moyen ? Aussi peu nombreux soient-ils, cela paraît inacceptable en ce début de troisième millénaire. A quelle couche sociale appartiennent-ils ceux qui à l'âge de sept, huit, neuf, douze, treize ou quinze ans n'ont plus le statut d'élève ? Pour les avoir entendus, observés autour des marchés ou à Trig El Oued, le marché populaire, vendant des sacs en plastique, nous répondrons sans hésitation que leurs parents sont démunis. C'est aussi le cas des nombreux douars visités.

Dans ce type de localités, c'est souvent la fille qui paie le tribut, être victime de l'irresponsabilité. A qui la faute ? Les parents ne doivent pas être les seuls à être montrés du doigt. Les pouvoirs publics ont aussi leur part de responsabilité. Somme toute, c'est une démission collective tant du côté parental que du côté des APC ou du secteur de l'éducation. Ce phénomène a surtout pris de l'ampleur lorsque l'insécurité était totale dans ces douars dépeuplés alors à la merci des terroristes.

Des enfants sacrifiés

Le déplacement des populations vers la ville a généré une perturbation voire une privation d'école. La priorité était manifestement ailleurs chez certains parents, plus préoccupés par le gîte où leur progéniture était sacrifiée, puis il y eut cette phase de repeuplement des zones désertées au début des années 2000.

Pour avoir parcouru le territoire de la wilaya de Mascara, nous avons souvent constaté que les premières doléances des habitants étaient de voir rouvertes les écoles, longtemps abandonnées. Elles ont rouvert leurs portes pour la plupart d'entre elles au niveau des douars les plus reculés de la wilaya qui en compte plus de 500. Ce qui a pu être réhabilité en ce qui concerne les écoles l'a été alors que de nombreux CEM ont été réalisés pour mettre fin au calvaire des enfants contraints de parcourir des distances éreintantes pour atteindre leur établissement en l'absence de ramassage scolaire. Il y eut l'affectation de bus scolaires qui ont constitué un soulagement même si parfois ils ne sont pas utilisés rationnellement ou tout simplement à d'autres fins, et ceci au gré de ceux qui en ont la charge.

A ce propos, nous avons à maintes reprises entendu des gamins interpeller le premier responsable de la wilaya à la faveur de son déplacement dans ces contrées. Nous avons aussi vu des enfants parcourir à pied le chemin qui les sépare de leur école avec ce fardeau qu'est de nos jours le cartable. L'auto-stop est la seule alternative pour d'autres et ne vous étonnez pas quand vous voyez une ribambelle d'enfants à l'arrière d'un camion. Il n'y a pas de quoi pavoiser. Au fil des années, les choses se sont pourtant graduellement améliorées. Que ce soit du côté des monts de Beni Chougrane (Mohammadia) à Ouled Bally et sa périphérie (Oued El Abtal) à Anatra (Chorfa), Djebaïlia (Bouhannifia) ou du côté de Aouf ou Beniane, on a fait du fonctionnement des écoles la priorité des priorités, côté pouvoirs publics, même si l'on a dû repousser à plus tard la réponse à d'autres attentes citoyennes. Dans certaines écoles et face au nombre peu élevé d'élèves, on dispense des cours pour deux, voire trois niveaux dans une même classe. La dotation des écoles en cantines a suivi pour bon nombre d'entre elles. Malgré tout, on continue à relever des cas d'élèves en rupture avec l'école.

Des victimes de l'absurdité

En ce début de mois et lors d'une journée pluvieuse alors que nous nous trouvions à Hamar, dans la commune de Matmore, un jeune garçon attire notre attention. Il est en sandale et la curiosité le fait approcher du cortège officiel. Du haut de ses onze ans, il répondra au wali qu'il n'allait plus à l'école et qu'il l'avait quittée depuis quelques mois. Ce dernier s'adressant au P/APC exigera que l'on fasse en sorte qu'il y retourne. Dans la même journée, un cas similaire a été enregistré à Ghriss. Cette fois, il s'agit de Bachir, âgé de 15 ans, que nous retrouverons dans des haltes successives de cette sortie de travail. Sachant que nous étions à la recherche de tels cas, c'est un gendarme qui nous le montre.

Ce gamin de 15 ans est orphelin de mère et de père. Ce dernier était facteur, nous dit-il. Il a arrêté sa scolarité en troisième année primaire. «Je vis avec mes frères et sœurs et nous sommes trois à avoir quitté l'école», nous fait-il savoir. Au moment de nous séparer, il nous lance cette phrase avec émotion : «Je regrette aujourd'hui d'avoir quitté l'école.» Nous continuons à rechercher ces enfants qui ont interrompu leur scolarité et ce jeudi 15 mai, nous nous trouvons à Remaïkia, commune de Hachem, où vivent environ 3 000 âmes.

Aux limites d'un champ, nous abordons la petite Fatma qui tient un bâton à la main. Vas-tu à l'école ? lui demandons-nous. Non, répondra-t-elle avec un air désolé, et se retourna en nous indiquant les moutons. Je les garde confie-t-elle. Pourquoi ? C'est mon père qui ma demandé de ne plus aller à l'école. Et pourtant l'école se trouve à proximité de chez elle.

La condition de journalier du père peut-elle expliquer ceci ? C'est le cas plus loin de Sihame, 12 ans, qui a fréquenté l'école au douar El Bordj et arrêté sa scolarité en première année. «J'arrivais en retard», tente-t-elle d'expliquer. Au douar El Kadi, elle n'est apparemment pas la seule puisqu'un garçon nous parle d'autres, en nous lançant : «celles-là aussi ont arrêté.» Nous nous retrouvons avec cinq fillettes autour de nous. L'une d'elles nous pose cette question : «Pourquoi vous nous demandez tout cela ?» Toujours dans ce hameau, la petite Faïrouz nous regarde avec un air innocent. Elle incarne parfaitement la victime de l'absurdité. Sihame, 10 ans, dira : «Je n'ai jamais été à l'école.» Quand nous sommes allés vers ces enfants, Djilali était le premier cas que nous avons rencontré et beaucoup d'autres défileront devant nous pour se faire entendre.

Lui doit avoir 11 ans environ et a quitté les bancs de l'école en troisième année. Il ne connaît même pas son âge. Les contraintes souvent évoquées par ces jeunes enfants sont l'éloignement ou l'impraticabilité des chemins communaux qui les ont poussés par le passé à déserter l'école.

Des mesures seront prises à Ouled Bellil

Le douar Gouadih, où vivent 35 familles environ, n'est pas exempt de ce genre de situation. Il se trouve aux limites des frontières avec la wilaya de Tiaret, et c'est là que nous sommes assaillis par des parents qui revendiquent une école pour leurs enfants. Nous ne connaissons pas cette localité de Ouled Bellil ou Hdjar qui est rattachée à la commune de Takhmaret, dans la wilaya de Tiaret, et des habitants nous avancent que 100 familles y vivent.

Ici, quelle est la situation des enfants ? Apparemment des laissés-pour-compte. Un bambin, fils de fellah, nous apprend qu'il va à l'école mais les intempéries ne le permettent parfois pas. L'école est située, selon ses déclarations, dans un lieu nommé Serkla. L'on nous parle de l'oued que les enfants sont contraints de traverser et il n'y pas de bus scolaire, du moins c'est ce qui ressort des témoignages recueillis. Ils veulent tous se faire entendre. Comme Hanane, 9 ans, elle a habité avec ses parents à Zelamta puis est revenue à Hdjar. Elle n'a jamais été à l'école et elle nous murmure : «J'ai envie d'y aller pour apprendre, mais mon père ne veut pas que j'y aille seule.»

A côté d'elle un garçon intervient : «On nous dit souvent que les garçons et les filles…»

Pas besoin de vous faire un dessin sur l'attitude des parents. Miloud, Abdellah, Mustapha, Mohammed et Chahra sont des enfants pour qui l'école est finie malgré eux. La particularité de cette localité est qu'elle est plus proche du CEM de la wilaya de Mascara, soit 14 km que celui situé dans la commune à laquelle sont rattachés les citoyens, en l'occurrence Takhmaret.

Ceux qui le fréquentent nous exposent leurs difficultés relatives au transport quand ils rentrent chez eux le jeudi ou rejoignent l'établissement le samedi. Nous sommes des internes, nous dira l'un d'eux. Quel sera le sort de ces enfants qui ont quitté le primaire et n'ont pu aller jusqu'au terme du cycle moyen ? Quel sera celui de tant d'autres ?

A ce propos, le ministre de l'Education avait annoncé récemment devant les directeurs du secteur que des mesures seraient prises pour enrayer ce phénomène avec une coordination APC-éducation et que des poursuites judiciaires pourraient même être envisagées. Pour le salut des enfants, espérons que ceci ne restera pas un vœu pieux.

M. Meddeber

Une situation inacceptable.